



Cinquième Suisse >

Aujourd'hui en Suisse

Chères lectrices, chers lecteurs,

Le passé trouble du secteur bancaire suisse revient dans l'actualité ces jours-ci avec les révélations sur les comptes liés au nazisme. Plusieurs journaux ont publié des interviews à ce sujet.

Aujourd'hui, c'est aussi le 10e anniversaire de l'attentat contre Charlie Hebdo. Qu'est-ce qui a changé depuis lors pour le travail des caricaturistes en Suisse?

En 2020, l'initiative populaire «Pour des entreprises responsables» avait été approuvée par une majorité du peuple, mais rejetée par une majorité des cantons, ce qui avait entraîné son échec. Aujourd'hui, un comité veut retenter sa chance et a lancé une récolte de signatures pour que la Suisse retourne aux urnes.

Et pour terminer, notre sélection de l'actualité du jour illustrera un problème auquel sont confrontées de nombreuses entreprises suisses qui peinent à trouver des personnes prêtes à prendre la relève lorsque leurs cadres partent à la retraite.

Bonne lecture!

07 janvier 2025 - 17:00

🕒 6 minutes

Zeno Zoccatelli



🌐 Autres langues: 3



Après les révélations du week-end dernier concernant d'innombrables documents prouvant l'existence de comptes du Credit Suisse liés aux nazis, jusqu'alors inconnus ou partiellement connus, la presse suisse a abordé le sujet en détail avec des spécialistes.

Selon une enquête de la commission budgétaire du Sénat américain, **Credit Suisse aurait dissimulé des informations lors d'enquêtes antérieures sur des comptes bancaires ayant appartenu à des nazis** pendant la Seconde Guerre mondiale.

Cela ne surprend pas les historiens Sacha Zala et Marc Perrenoud. Ce dernier était membre de la fameuse Commission Bergier, qui avait enquêté sur l'histoire de la Suisse pendant la Seconde Guerre mondiale entre les années 1990 et 2000. «**La Commission Bergier a mis en lumière une telle quantité de documents que nous n'avons pas pu les examiner tous pendant les cinq ans de notre mandat**, de 1996 à 2001», explique l'historien dans une interview publiée mardi par le quotidien *Le Temps*.

Outre le manque de temps, Marc Perrenoud pointe la coopération des banques. «Dans certains cas, nous soupçonnions qu'elles cachaient des informations, mais nous n'avions pas de preuves. La Commission aurait pu envoyer des inspecteurs de police pour vérifier», ajoute-t-il, mais «il y avait un risque que les archives soient détruites». Dans les colonnes du *Temps*, **l'expert appelle désormais à poursuivre les recherches. Dans le cas des banques «too big to fail», pour lesquelles beaucoup d'argent public a été mobilisé pour les sauver**, «la population devrait avoir le droit d'être informée de leur histoire», estime-t-il.

- L'interview de [☞ Marc Perrenoud](#) su *Le Temps* (abonnement) et de [☞ Sacha Zala](#) sur RSI (en italien)